

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE EGALITE FRATERNITE
ARRETE DU MAIRE
PORTANT AUTORISATION D'ORGANISER UN VIDE GRENIER

N°ST 2022-204

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,
VU la demande en date du 09 Août 2022, par laquelle l'association « ATHLETIC CLUB » sollicite l'autorisation d'organiser un vide grenier, le dimanche 18 Septembre 2022, sur le stabilisé sis entre le Forum et la salle Polyvalente.

VU le Code de la Route,

VU le Code des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la voirie routière

VU le Code pénal ;

VU la Loi N°82.213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des départements et régions,

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 Novembre 1992,

Considérant que :

- La vente ou l'échange d'objets mobiliers par des particuliers non assujettis à la taxe professionnelle, qui doit se dérouler à l'occasion de la manifestation faisant l'objet de la demande, peut être autorisée en raison de son caractère occasionnel.

- Pour permettre d'assurer la sécurité des participants, et des usagers de la voie.

Il y a lieu de réglementer l'organisation de la manifestation dans l'intérêt du bon ordre et de la sécurité des transactions, et d'arrêter les dispositions suivantes :

A R R E T E

Article 1 : Autorisation : Le dimanche 18 Septembre 2022 de 7h00 à 22h00, le bénéficiaire est autorisé à organiser un vide grenier sur le domaine public en stabilisé situé entre le Forum et la salle Polyvalente, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

Article 2 : Prescriptions particulières : L'organisateur devra tenir un registre permettant l'identification de tous ceux qui offrent à la vente ou à l'échange ces objets.

Ce registre doit comporter :

- Lorsque celui qui offre à la vente ou à l'échange est une personne physique, ses noms, prénoms, qualité, domicile, la nature, le numéro et la date de délivrance de la pièce d'identité avec indication de l'autorité qu'il l'a établie.
- Lorsqu'il s'agit d'une personne morale, les noms, raison sociale et siège de celle-ci, ainsi que les noms, prénoms, qualité et domicile de son représentant à la manifestation, avec les références de la pièce d'identité produite.

Le registre, paraphé par le maire de la commune, doit être tenu pendant toute la durée de la manifestation à la disposition des services de police et de gendarmerie, des services fiscaux, des douanes ainsi que des services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Article 3 : Sécurité et signalisation : L'organisateur est chargé d'assurer l'encadrement et la sécurité des participants.

Les installations nécessaires à la manifestation visée à l'article 1 seront réalisées de façon à préserver, en toute circonstance, la circulation des piétons et l'accès des riverains, ainsi que la circulation des véhicules de secours et de service.

Article 4 : Responsabilité : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'organisation de cette manifestation ou de l'installation de ses biens mobiliers. Dans le cas ou l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

Article 5 : Restitution des lieux : En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 6 : Validité, et renouvellement de l'arrêté : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à l'indemnité. Elle devra être présentée par son titulaire à toute réquisition des services de police.

Article 7 – Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Monsieur le Directeur Territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Directeur Général des services de la Mairie, Monsieur le Directeur du Pôle Technique, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, la personne responsable des travaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 8 – Recours Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 10 Août 2022,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

La Cheffe du Service des Espaces Publics,
Gwenaëlle LAMY

